

**N° 6024<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****portant modification du règlement grand-ducal du 9 mai  
2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission  
„Etat de droit“ menée par l'Union européenne au Kosovo  
(EULEX KOSOVO)**

\* \* \*

**AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS**

(23.4.2009)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 2 avril 2009 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

L'objet du projet de règlement grand-ducal sous examen est de déterminer les modalités d'exécution de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. En l'occurrence le Gouvernement a décidé, après consultation de la commission compétente de la Chambre des Députés, de prolonger la participation du Luxembourg à la mission „Etat de droit“ menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) jusqu'au 21 avril 2010.

Il existe en l'occurrence deux règlements grand-ducaux relatifs à la participation du Luxembourg à ladite opération pour le maintien de la paix, à savoir le règlement grand-ducal du 29 février 2008, qui concerne en fait un membre de la Police, dont la mission consiste à faire fonction de porte-parole du chef de la Mission, ainsi que le règlement grand-ducal du 9 mai 2008.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, et notamment son article 1er.

La Chambre des Députés a été saisie de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 30 mars 2009.

Par la suite, la Chambre a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 21 avril 2009.

Le Conseil d'Etat se dit être ignorant si le règlement grand-ducal du 29 février 2008 ayant le même intitulé que celui du 9 mai 2008, qui concerne en fait un membre de la Police, dont la mission consiste à faire fonction de porte-parole du chef de la Mission, n'a actuellement plus de raison d'être, de même que la contribution luxembourgeoise prévue à ce titre, limitée dans le temps jusqu'au 18 février 2009.

La Haute Corporation exige par ailleurs lorsqu'une éventuelle rotation au sein du contingent luxembourgeois ait lieu, que celle-ci soit inscrite dans le corps même du règlement grand-ducal.

\*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du projet de règlement grand-ducal et rend un avis positif au texte suite aux observations du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 23 avril 2009

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Lucien WEILER